PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)

Section Française de la IVe Internationale

VENDREDI 1er JUILLET 1938

THE PARTY OF THE P

3º Année — Numéro 84

Le Numéro : 0 fr. 50 RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail (54, boul. Magenta), Paris (10e) ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 22 fr., 6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr. Ftranger: 1 an, 40 fr.; 6 mois, 20 fr.; 3 mois, 10 fr. Compte chèque postal : Rousset 2247-23 Paris.

Les cagoulards sont mis en liberté pour appuyer l'offensive du patronat.

Organisez vos milices ouvrières pour protèger votre contreoffensive!

## E VETO RADICAL

contre

#### masses travailleuses

La semaine dernière s'est tenue radical décide. C'est lui qui consti-une réunion d'importance des diri-geants du Rassemblement Populai-canisme de la trahison du Front les propositions. Le Parti Socialiste proposait un « avenant » comprenant à peu près ce qui avait constitué le « Plan Blum ». Quant au P. C., il proposait surtout de... revenir au programme de 1936. Il suffit du programme

Nous n'examinerons pas ici la signification réelle des propositions la C.G.T., c'est-à-dire pratiquement tout le prolétariat actif de ce pays... les dirigeants des deux parties dansent sur la corde, entre leur politiles dirigeants des deux parties dan-sent sur la corde, entre leur politique bourgeoise et chauvine, et la pression des masses travailleuses qui commencent à exiger une nouvelle contre-offensive avec un objectif bien au delà de celui du Front populaire. S.F.I.O. et staliqu'il s'agit d'un panneau-réclame et que le Front populaire comprend sous le nom de nationalisations tout simplement des étatisations sous le nom de nationalisations tout simplement des étatisations capitalistes, et rien de plus. L'exemple des « nationalisations » des chemins de fer, des usines de guerre, etc... est assez clair.

C'est pourquoi les projets des de la bourgeoisie sur les masses travailleuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison. Voilà la leçon la plus claire de la leuses. En politique, cette opération à un nom : c'est la trahison.

C'est pourquoi les projets de nationalisations ne constituaient pas l'aspect le plus important des dis-cussions du Rassemblement Populaire. Ce qui en constitue le clou, si l'on peut dire, c'est le veto du par-

démocratique. En effet, dans une organisation démocratique, une discussion devrait avoir lieu du haut en bas : une majorité se dessinerait et orienterait l'action. Tel tés, élus sur la base des entrepriserait le cas pour une organisation ses et des localités. Il faut créer les

pour tromper et dévoyer les mas- Front Populaire ».

fit du véto des radicaux pour faire sion ni lutte, à la volonté des échec à ces deux propositions. 500.000 membres du P.C. et du P.S. plus les 5 millions d'adhérents de

> La volonté de Daladier, Chautemps et Cie, suffit à stopper net toute la direction du Front Popu-laire. Et pourquoi ce veto a-t-il un tel pouvoir? Parce que les chefs staliniens et réformistes l'accep-

#### Les masses ont besoin de leur organisation démocratique.

Les masses travailleuses ne veuti radical.

Ce veto est le signe le plus net qu'il n'y a pas dans le Rassemblement populaire le moindre régime démocratique. En effet, dans une après confrontation des points de contentiation de contentiation des points de contentiation de contentiat

des masses.

Mais le Front Populaire n'est justement pas une organisation des masses, C'est un bloc des directions des Partis ouvriers et bourgeois,

des Partis ouvriers et bourgeois,

Transport Populaire n'est justement pas une organisation des début dans ce sens sera plus important pour la résistance à l'offensive capitaliste que toutes les palabres officielles sur « la solidité du Erent Populaire »

parti s'abstienne pour que la majorité ne puisse agir. Ainsi, le veto du prolétariat.

A bas le veto radical! Vivent les comités de masse démocratiques du prolétariat.

#### Contre le lock-out, contre les renvois, contrôle ouvrier sur l'embauche et le débauchage !

contre la classe ouvrière organisée en vals. Le 21 juin les Techniciens et les pratiquant la tactique des licencie- Employés des Chantiers de la S.P.C.N. la capacité de résistance des syndicats la nuit de mardi à mercredi. La direccégétistes. La politique des renoncia- tion stalinienne de l'Union Départetions successives du bureau de la C. mentale des syndicats ouvriers et tech G.T. favorise considérablement les at- niciens des Métaux s'opposait à l'élartaques patronales auxquelles les syn- gissement du mouvement et conseillait dicats ne peuvent répondre isolément la prudence. La direction de la S.P. qu'avec d'énormes difficultés. Contre C.N. contre-attaquait en lockoutant les la tactique des licenciements, quelle 1.600 ouvriers jeudi après-midi; le que soit la forme qu'elle revête il faut soir un meeting avait lieu sur la place opposer la résistance de toute la classe ouvrière. Par exemple : les patrons limagasins, la C.G.T. doit opposer immédiatement une position intransigeante sur les 40 h. (sans préjudice de l'organisation de la résistance sur le lieu intéressée) en refusant les dérogations aussi bien dans le sous-sol que dans l'aviation. A une C.G.P.F. puissamment centralisée la C.G.T. ne peut résister qu'en attaquant.

La Société Provençale de Constructions Navales dont le Président du Conseil d'Administration M. Philippar est le même que celui des Messageries Maritimes et dont le Directeur général M. Chaudru est un homme du Creusot Techniciens de la Métallurgie de Mar- cette grève très importante.

l'impudence, le mensonge, la spécula-

viction de son impunité.

Défense nationale.

le voile du secret.

a montré avec un cynisme absolument

gands impérialistes sont pour lui au-

vent se souvenir sérieusement les mas-

Possédant les plus importantes riches-

Le patronat développe son offensive seille qui travaille aux Chantiers Naments massifs ou individuels suivant décident l'occupation et évacuent dans devant la nouvelle Bourse du Travail la combativité des ouvriers sentant le cencient chez les employés des grands droit syndical menacé obligeait les dirigeants à employer la phrase gauche. Un redressement se manifestait au Conseil syndical des Techniciens et vendredi matin à 10 h. commençait du travail qui incombe à la Fédération l'éla gissement de la grève à toute la métallurgie marseillaise. Les patrons continuaient le lock-out dès lundi 27 juin et le soir 6.000 ouvriers étaient

> Cette résistance des techniciens est à signaler d'autant plus qu'elle a lieu dans une période de capitulations et qu'elle se manifeste sur une question de principe : la défense du droit syn-

La « Lutte ouvrière » tiendra ses a appliqué la tactique patronale en La « Lutte ouvrière » tiendra ses licenciant le secrétaire du Syndicat des lecteurs au courant de l'évolution de

Léon TROTSKY

### A propos d'un Meeting à Bordeaux

#### Les employés veulent se défendre!

nee de Bordeaux, le lundi 20 juin a eu ieu, a 19 n., un meeting avec Capocci secretaire genéral fédérai des Employés ae commerce.

rius d'un millier d'assistants, emproyes, hommes et temmes, tous atentits à l'expose de Capocci qui a ait un tableau des avantages acquis par les employes, depuis trois ans, et avoue les reculades subies par le mouvement syndical depuis la « pause » se Leon Blum.

De ce meeting, rien de saillant ne subsisterait si ce n'est dans le disours de Capocci un argument typique au reformisme des chefs de la C.G.T.

« Camarades, dit Capocci, un conflit nenace actuellement d'éclater dans les plus grands magasins de Paris, à cause de l'intransigeance patronale sur la question des salaires. Les employés sont prets dans la proportion de 80 p. 100 à passer à l'action directe et à utter jusqu'à la victoire par la grève avec occupation et ceci juste au moment ou la France se prepare à recevoir magnifiquement le roi et la reine 'Angleterre et consolider les tradiions d'amitié franco-britanniques.

« Rendez-vous compte de ce qui arriverait : les souverains anglais dans un Paris en état de siège avec les grands magasins occupés et des menaes de troubles intérieurs. Quel tapleau! mais aussi hélas! quelle répercussion mondiale car les agences de presse internationale ne manqueraient pas d'exploiter à fond une telle conjoncture : la France en révolution, des drapeaux rouges pour accueillir nos amis anglais, etc... Et la France grès, et fut admise après une brève apparaîtrait ainsi aux yeux du monmexicain des entreprises pétrolières leur métropole, ils s'efforcent d'étamexicaines, se distingue par tous les blir dans le pays saisi par eux un ré-inéduqués et grossiers, les pays fascis-propositions pour le Front Unique, tes exulteraient et ce serait un coup de poignard à notre patrie.

« Eh bien non! les employés ont conscience de leur devoir national, ils ne feront pas cela, mais alors en échange de notre grandeur d'âme, que on nous accorde les revendications oumises. »

Voilà bien du langage honteusement réformiste et capitulard devant les intérêts du grand patronat et de la ourgeoisie dirigeante.

Nous pensons, nous, au contraire, que le moment ne peut être mieux choisi pour qu'aboutisse une telle acion revendicative.

C'est en effet un atout moral et une arme circonstancielle très précieuse que cette coïncidence et les employés de commerce de la région parisienne épaulés par les camarades de province loivent l'utiliser à fond pour la victoire des syndicats sur le patronat.

lancent, vulgarisent ce mot d'ordre lent apporter leurs efforts à construire énoncé, mais aussitôt repoussés par une puissante organisation de la jeu-Capocci, ils peuvent compter sur la province pour la solidarité active.

patrons français, accueillent leurs chers amis d'Angleterre, ça les regarde; mais les employés de commerce, eux, n'ont d'honneurs à rendre qu'à la jeunesse ouvrière a tout à y galeurs camarades anglais victimes de la gner, que cette réponse soit positive même exploitation capitaliste et sou- et sans réticence. vent des mêmes exploiteurs.

Nous communiquons le changement de tal. Notre nouveau numéro est : **ROUSSET 2247-23** 

Prenez-en note et hâtez-vous de souscrire, pour votre journal de combat!

#### Pour l'action commune

Nous publions ci-dessous la réponse au Comite Directeur du P.S.O.P. a nos

Le 18 Juin 1938.

Chers Camarades, Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'organiser une entrevue entre nos Comites Directeurs. La reponse fournie nier a vos responsables par notre camarade Marceau Pivert étant parfaitement claire et définitive jusqu'aux décisions que pourra prendre notre Conterence Nationale les 16 et 17 juillet.

A cette occasion et au cours de la détermination des relations extérieures du P.S.O.P., nous examinerons en accord avec nos camarades de province les propositions que vous avez bien voulu nous faire.

yeuillez croire, Chers Camarades, à mes meilleurs sentiments socialistes et révolutionnaires.

Le Secrétaire administratif, R. CAZENAVE.

C'est plutôt une réponse dilatoire. Malgré cela, nos camarades continueront à militer pour le rapprochement entre les militants et la discussion avec tes camarades du P.S.O.P., comme c'est déjà le cas dans une série de localités.

#### Les J.S.R. proposent...

Dimanche 26 juin se tenait à Bouogne (Seine) une assemblée d'Information de la J.S.O.P. qui devait en fait jeter les bases de cette organisa-tion et consacrer la rentrée de Weitz et des J.S.A. dans la J.S.O.P. « Révolution » aura l'occasion d'apporter sur ce point une appréciation d'ensemble; disons seulement que cette fusion ne se fit pas sans réticences de part et d'autre, bien que les raisons politiques n'en soient pas absolument claires.

Dans l'après-midi, une délégation du C.C. des J.S.R. s'est présentée au Condiscussion. Le camarade Stève, parlant pour l'unité sur le programme révolutionnaire et pour la discussion en commun pour préparer une Conférence de la Jeunesse Révolutionnaire. Il invita la J.S.O.P. à faire connaître sa réponse à la Conférence préparatoire des 2 et 3 juillet.

Une délégation du Secrétariat International des Jeunes pour la IVe vint ensuite remettre au Congrès une invitation pour la Conférence Internationale des Jeunes pour la IVe, en accord avec le S.I. du mouvement pour la IVe qui a invité le P.S.O.P. à sa conférence internationale. Elle fut reçue par le camarade Weitz, qui s'engagea, à poser le problème devant le Congrès et devant l'organisation.

Nous nous abstiendrons de faire cette semaine tout commentaire, en attendant une réponse de nos camarades. Les camarades des J.S.R. et avec eux des centaines de jeunes socialistes Que les employés révolutionnaires et de jeunes communistes qui vivent de la C.G.T. se mettent à l'action et en marge de leur organisation et veunesse révolutionnaire sur un programme marxiste sans équivoque, jugeront Que Daladier, Mandel, Lebrun et les d'après cette réponse la mesure dans laquelle la J.S.O.P. voudra contribuer à l'œuvre d'unité révolutionnaire. Nous souhaitons, quant à nous, parce que

Après les licenciements de "La Lorraine"

#### BELIN S'EXPLIQUE

Belin, secrétaire confédéral de la C. f. T., ne vient-il pas d'avoir la bonne idée d'écrire un article dans Syndicats au sujet des licenciements qui

ont eu lieu à « La Lorraine » ? Il faut en effet se souvenir qu'avec son poste confédéral, notre « honorable » cumule un poste d'administra-

teur délégué dans l'usine susnommée. Après les licenciements que nous avons relaté en leur temps, celui-ci avait été sollicité pour intervenir auprès du très « front Populaire » Bonnier directeur-patron de la boîte pour faire réintégrer les quatre licenciés

Tout cela date du 22 et 23 avril, et part de responsabilité pour la mesure Belin n'a rien fait. Pourquoi ? parce nardie et progressive du gouvernement que ceux-ci n'étaient pas conformistes mexicain. Mais je n'ai pas la moindre et avaient une position bien déterminée au sujet des staliniens de la boîte mière fois le décret d'expropriation qui les foutaient à la porte en collaboration étroite avec Bonnier, de son propre aveu devant une délégation ! Un des licenciés de « La Lorraine ».

Six semaines après tout cela Belin prend l'occasion par les cheveux et dit n'avoir rien fait car il n'aime pas le chantage, à propos d'un article paru dans « La Flèche » du 13 Mai !

Belin ferait mieux de dire avec le ourage qui le caractérise dans Synlicats pour manger du stalinien à lonqueur de colonne, que s'il n'a rien fait 'est parce que des révolutionnaires, il n'en faut pas » dans les usines nationalisées de l'Etat patron et... ail-

Allons Belin il faut dire que la politique de collaboration des responsables syndicaux staliniens de la boîte avec la direction, ne'st pas faite pour vous déplaire. Il faut dire : je n'ai pas défendu les licenciés de « La Lorraine » parce qu'ils étaient contre les 45 heures et voulaient continuer la grève. Ce serait plus clair et surtout... plus vrai!

#### Les chômeurs sont sacrifiés à la "pause"

minué en mai, mais il est très supérieur à celui de l'année dernière. Partout les chômeurs en ont assez. Ils veulent des augmentations d'allocations, et le contrôle des employés. Pour aider les chômeurs dans leur lutte, nous publierons ici une série de chroniques de différentes régions de

Bordeaux, 15 juin. - Avec les chômeurs de Bordeaux, il s'agit de connaître par cet article et ceux qui vont suivre la misère de nos camarades en chômage, ces victimes de l'exploitation capitaliste, à qui le gouvernement de Front populaire avait donné l'espoir que les grands travaux, la semaine de 40 heures, etc., allaient les remettre dans la production. En présence de l'action menée depuis quelques mois par les chômeurs de Bordeaux et Baulieu, nous nous sommes inquiétés de connaître leurs misères inconnues et souvent inavouées.

Nous avons obtenu des renseignements vraiment étonnants en ce qui concerne l'application des derniers décrets ministériels sur les secours de

chômage. Feignant d'ignorer le décret du 10 septembre 1936, le maire de Bordeaux applique à sa manière le précédent qui dit ceci : Journal officiel du 26 août 1936, article 1er : « Les fonds qui admettront les chômeurs à être secourus pendant plus de 180 jours par 12 mois, devront tenir compte de toutes les ressources, de quelque nature que ce soit, entrant dans le ménage ». Et comme si le chômeur n'était pas assez malheureux, dès l'instant qu'il est chez un parent, un ami, il est systématiquement mis à la charge de ces derniers, lorsque les ressources de ces parents ou amis dépassent celles prévues par ledit arrêté ou ses précédents. Si elles sont inférieures, le chômeur ne touche que la différence. Exemple: L'Etat verse par jour pour le chômeur 8 francs. Le maire de Bordeaux donne lui 3 fr. 20, si c'est un jour de fête, rien le dimanche, 8 fr. les autres jours. La ville, qui devrait y ajouter de 40 à 90 p. 100

Le chômage total a très légèrement di-ninué en mai, mais il est très supérieur à les jours où elle paie. Si le chômeur a, soit une pension de guerre ou une du travail inférieures aux taux que paie Bordeaux, la différence seule lui est versée. Si elles sont égales ou supérieures aux taux, il ne touche rien! S'il a une femme, une amie, une parente gagnant plus de 12 fr. 50 il n'a pas de secours! S'il y a un enfant dans le ménage, quel que soit l'âge, et gagnant plus de 18 francs, même situation. Par ces movens, le maire de Bordeaux saisit indirectement ce que les lois ont déclaré insaisissable : pension de guerre, retraite du combattant, primes d'allaitement, secours aux filles-mères, familles nombreuses, etc.... Le décret qui devrait être appliqué annulant tous les autres est le suivant : Journal officiel du 10 septembre 1936, page 9229, article 1er: « Les secours alloués à un ménage ne pourront dépasser 20 fr. 50 par jour; avec trois enfants, 23 fr.; quatre enfants, 26 fr. 50; cinq et plus, 29 francs.

« Les caisses qui admettront les chômeurs à être secourus plus de 180 jours par 12 mois, devront insérer ces dispositions dans leur règlement. En aucun cas les secours ne pourront être supérieurs au demi-salaire augmenté des allocations familiales, aux taux fixés dans le département par l'inspecteur du Ministère du Travail en application de la loi de 1905, article 9 et suivant la profession. Pour le cas où les taux de ces allocations seraient supérieurs à celui de l'arrêté, il serait tenu compte de ceux en usage dans le département et la profession. »

Comme on le voit : Les secours sont payables par jour, aux mêmes taux et il n'est plus question de retenir les autres ressources que les lois ont données soit par aides, encouragements ou réparations: voulant ignorer ce dernier le maire de Bordeaux lance sa police dans des enquêtes fréquentes et vexatoires qui mettent les chômeurs sous le régime

LE PARIA. (A suivre)

Le soulèvement du général Cedillo est sorti chronologiquement et logiquement de la politique de Chamberlain. La doctrine de Monroe empêche l'Amirauté britannique de prendre de mesures de blocus maritime du littoral mexicain. Il faut avoir recours à des agents intérieurs, qui, certes, n'arpas ouvertement le pavillon britannique, mais servent les mêmes intérêts que Chamberlain : les intérêts d'une clique de pétroliers. Dans le Libre blanc que publia récemment la diplomatie britannique on ne trouve évidemment pas les entretiens de ses agents avec le général Cedillo : la diplomatie impérialiste accomplit toujours le principal de son travail sous

Pour discréditer l'expropriation aux yeux de l'opinion publique bourgeoise, on la présente comme une mesure « communiste ». L'ignorance historique se combine ici avec la tromperie consciente. Le Mexique semi-colonial lutte pour son indépendance nationale politique et économique. Tel est au stade actuel le contenu fondamental de la révolution mexicaine. Les made la liberté contrôlée. gnats du pétrole ne sont pas des capitalistes du rang, de simples bourgeois

La campagne internationale que mè- | ses naturelles d'un pays étranger, s'apnent les milieux impérialistes autour puyant sur leurs milliards et sur le de l'expropriation par le gouvernement soutien militaire et diplomatique de traits des bacchanales d'agitation de gime de féodalisme impérialiste, se subordonnant la législation, la justice rimpérialisme : elle combine en soi et l'administration. Dans ces condition sur l'ignorance et la ferme con- tions l'expropriation est l'unique mo-

yen sérieux de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions élé-Le signal de la campagne fut donné mentaires de la démocratie. par le gouvernement britannique, lors-Dans quelque direction qu'il aille, qu'il déclara le boycott du pétrole le développement économique ultémexicain. Un boycott est toujours, rieur du Mexique dépendra à un degré comme on sait, un autoboycott, et par croissant de facteurs de caractère in conséquent lié à de grands sacrifices ternational. Mais c'est là une chose de pour celui qui boycotte. La Grande-'avenir. Actuellement, la révolution Bretagne avait été jusqu'à maintenant mexicaine accomplit le même œuvre le principal acheteur de pétrole mexique les Etats-Unis d'Amérique, par cain et, évidemment, non par sympaexemple, ont accompli durant trois thie pour le peuple mexicain, mais quarts de siècle, en commençant par par considération de ses propres avana guerre civile pour l'abolition de tages. Le principal consommateur de 'esclavage et l'unification nationale. pétrole en Grande-Bretagne elle-même, Le gouvernement britannique non seuc'est l'Etat, avec sa flotte grandiose ement avait tout fait, à la fin du et son aviation qui grandit si rapide-XVIIIe siècle, pour maintenir les Etatsment. Le boycott du pétrole mexicain Unis dans une situation de colonie, de la part du gouvernement britannais encore plus tard, dans les années nique signifie par conséquent le boyde la guerre civile, soutint les esclacott simultané non seulement de vagistes du Sud contre les démocrates l'industrie anglaise, mais aussi de la du Nord, s'efforçant, au nom de ses ntérêts impérialistes, de rejeter la Le gouvernement de M. Chamberlain eune république dans une situation

sans précédent que les profits des brinationale. Aux Chamberlains de ce temps l'exdessus des intérêts étatiques. Telle est propriation des esclavagistes apparaisla conclusion fondamentale dont doisait aussi comme une mesure « bolchéviste ». En réalité la tâche historises opprimées et les peuples opprimés! que des Nordistes était de déblayer 'arène pour un développement démocratique indépendant de la société pourgeoise. C'est précisément cette tâche que résout au stade présent le gouvernement du Mexique. Le général Cardenas se trouve dans la série des hommes d'Etat de son pays qui ont accompli et accomplissent l'œuvre de Washington, de Jefferson, d'Abraham Lincoln et du général Grant. Et ce n'est pas par hasard, bien entendu, que le gouvernement britannique, dans ce cas aussi, se trouve de l'autre côté de la tranchée historique.

le retard économique et de division

La presse mondiale, en particulier française, quelque invraisemblable que ce soit, continue à mêler mon nom à la question de l'expropriation de l'industrie pétrolière. Si j'ai déjà réfuté une fois cette absurdité, ce n'est nullement parce que je crains la « resoonsabilité », comme l'a insinué un des agents bavards de la G.P.Ou.; au contraire, je considérerais comme un honneur de porter ne fût-ce qu'une raison de le faire. J'ai lu pour la predans les journaux.

(Lire la suite page 2)

## BRITANNIOUE

(Suite de 1re page)

Mais il ne s'agit évidemment pas de cela. Le fait de mêler mon nom poursuit deux buts : premièrement, les organisateurs de la campagne veulent donner à l'expropriation une couleur « bolchéviste »: secondement, ils tentent de porter un coup à l'amourpropre national du Mexique. Les imperialistes essaient de présenter la chose comme si les hommes d'Etat du Mexique étaient incapables de déterminer par eux-mêmes leur chemin. Misérable et ignoble psychologie des héritiers des esclavagistes! C'est précisé ment parce que le Mexique appartient encore aujourd'hui au nombre des pays arriérés, qui ont encore à conquérir leur indépendance, qu'il engendre chez ses hommes d'Etat une hardiesse de pensée bien plus grande que celle des épigones conservateurs d'une grandeur passée. Un tel phénomène se rencontre plus d'une fois dans l'his-

Le journal hebdomadaire français Marianne, organe marquant du Front populaire, affirme même que le gou-vernement du général Cardenas a agi dans la question du pétrole non seulement en accord avec Trotsky, mais encore... dans l'intérêt de Hitler. Il s'agit, voyez-vous, de priver de pétrole en cas de guerre les « démocraties » magnanimes et au contraire de fournir du pétrole aux fascistes allemands et autres. Ce n'est nullement plus intelligent que les procès de Moscou. L'humanité apprend non sans étonnement que la Grande-Bretagne est privée du pétrole mexicain par la mauvaise volonté du général Cardenas, et non par suite de l'autoboycott de Chamberlain. Les « démocraties » ont cependant un moyen très simple de paralyser ce plan « fasciste » : qu'elles achètent du pétrole mexicain, encore du pétrole mexicain et toujours du pétrole mexicain. Pour tout homme honnête et intelligent il est dès aujourd'hui hors de discussion que si le Mexique se trouvait contraint de céder son or liquide aux pays fascistes, la responsabilité en retomberait entièrement sur les gouvernements des « démocraties » impérialistes.

Derrière le dos de Marianne et de ses semblables se tiennent les souffleurs de Moscou. A première vue cela peut sembler invraisemblable, car d'autres souffleurs de la même école se servent d'un livret complètement opposé. Mais le secret est que les amis de la G.P.Ou. adaptent leurs conceptions aux degrés de longitude et de latitude. Si les uns promettent leur soutien au Mexique, les autres présentent le général Cardenas comme l'allié de Hitler. De ce dernier point de vue la rebellion pétrolière du gé-néral Cedillo doit être évidemment considérée comme une lutte pour les intérêts de la démocratie mondiale.

Laissons pourtant les bateleurs et les intrigants à leur propre sort. Ce n'est pas d'eux que nous nous occupons, mais des ouvriers conscients du monde entier. Sans se faire d'illusions et sans s'effrayer des calomnies, les ouvriers avancés apporteront un soutien complet au peuple mexicain dans sa lutte contre les impérialistes. L'expropriatoin du pétrole n'est ni le socialisme ni le communisme. Mais c'est une mesure profondément progressive d'auto-défense nationale. Marx ne considérait évidemment pas Abraham Lincoln comme un communiste. Cela n'a pourtant pas empêché Marx d'avoir une profonde sympathie pour la lutte que dirigeait Lincoln. La première Internationale envoya au président de la guerre civile une adresse de salutation, et Lincoln dans sa réponse ap précia hautement ce soutien moral.

Le prolétariat international n'a pas de raison d'identifier son programme au programme du gouvernement mexicain. Il ne sert de rien aux révolu tionnaires de déguiser, de falsifier ni de mentir, comme le font les courtisans de l'école de la G.P.Ou. qui, à l'instant du danger, vendent et trahissent le côté le plus faible. Sans abandonner sa propre figure, toute organi-sation ouvrière honnête du monde entier, et avant tout de Grande-Bretagne, est tenue d'attaquer implacablement les brigands impérialistes, leur diplo-matie, leur presse et leurs laquais fascistes. La cause du Mexique, comme la cause de l'Espagne, comme la cause de la Chine, est la cause de toute la classe ouvrière mondiale. La lutte autour du pétrole mexicain est une des escar- ses vertes, ou plutôt le regroupement mouches d'avant-garde des combats futurs entre opprimés et oppresseurs.

### Les Paysans Travailleurs Il faut dire aussi qu'ici c'est une ré-

Mais oui, il avait raison, Bonhomme! Les paysans sinistrés ne veulent pas être indemnisés sur le porte-monnaie des ouvriers durement exploités, ils veulent se payer sur les riches !

M. Pourtalet et autres députés ont organisé des journées de collectage où les ouvriers et paysans sont obligés de verser pour « la solidarité ». Mais ils ont complètement oublié de lutter pour faire payer les riches »... Même dans le Cri, le journal de M. Pourtalet, dans les Alpes-Maritimes, on lit une lettre d'un petit paysan qui dit ceci :

"...Victime moi-même de la gelée, mais titulaire d'une modeste retraite viande reste au haut tarif. C'est le qui me permet cependant d'assurer mon existence et celle de ma femme, je vous adresse ci-inclus, mon obole et triels se maintenant aux mêmes prix, un mandat-poste de cinquante francs...

'Maintenant, laissez-moi vous dire que nous ne devons pas nous illusionner; les sommes que vous pourrez recueillir ne permettront nullement de subvenir aux besoins, même les plus urgents et indispensables, de nos agriculteurs... ».

Un correspondant nous écrit du Fi-

lement au développement des chemi- nant au cimetière.

## MEXICO ET L'IMPÉRIALISME | LIBERTÉ POUR LES EMPRISONNÉS! AMNISTIE! 200 Années de prison en un mois en Tunisie!

qui s'abat sur vos frères de Tunisie, dance! Lisez ce martyrologe. Et après l'avoir lu prenez une résolution : venir dans nos rangs lutter pour les libertés aux peuples coloniaux, pour l'amnistie, pour la cessation de l'état de siège en Tunisie! Et n'oubliez pas

Le 4 mai, 14 condamnations, par

de prison et 200 fr.; cinq autres à des peines de 8 jours à 3 mois.

Le 12 mai, trois destouriens de de prison, dont 2 à 3.000 francs d'amende. Ben Aumar, algérien, du vieux destour, est arrêté et expulsé.

A Sousse, 21 travailleurs sont arrêtés et 12 condamnés, dont 2 à 3 ans de prison et 1.000 francs d'amende. Le 14 mai, 16 arrestations d'étu-

diants; plusieurs ayant déjà été arrêtés le 11. Le 17, à Sousse, 7 inculpés sont condamnés à 18 mois de prison et 500 francs d'amende, 2 autres à 2 ans de prison, 3 autres à 2 ans et 1.000 francs d'amende. Le président et tréso-rier de la cellule de Teboulba à 3 ans de prison et 2.000 francs d'amende. radj Sa (de Monastir), 5 ans de prison. A cette date on compte 390 arrestations dans le Sahel.

Le 18 mai à Tunis : 3 ans de prison à un inculpé, 1 mois à un autre, et 20 ans d'interdiction de séjour à Ali ben Ferjani.

Le 26 mai, 2 ans de prison à Sousse à 2 jeunes, 2 ans de prison au trésorier de la cellule de Ksour es Saf. Deux destouriens de l'île de Djerba sont condamnés à 3 ans de prison, 2 autres à 2 ans et 9 autres à 3 mois. Le même jour, le président et le vice-président de la cellule de M'down sont condamnés à 2 ans de prison et 3.000 fr. d'amende.

Le 1er juin, nouvelle hécatombe 2 de Turki et de Belli; 2 ans de pri- que). son et 3.000 francs d'amende à un autre instituteur. Dix ans de réclusion et 10 ans d'interdiction de séjour à l'étudiant Kalfa ben Mohammed El Ka-

Les condamnés faisant appel à Alger sont transportés enchaînés 2 par 2, dans des wagons entourés de gardes mobiles.

Le 7 juin, 1 an de prison à 3 indigènes. Plusieurs dizaines d'arrestation de présumés saboteurs.

Le 10 juin, 4 et 6 mois de prison, puis 6 mois et 2 à 4 mois, à Tunis. A Sousse, le même jour, 5 ans de prison à Hammam, 3 ans de prison à Abdes-Selam, de Monastir (qui avait 3 ans avec sursis précédemment). Trois duel.. ans à l'étudient Hanonni de Monastir. Le même jour arrestation de Chedly Rhaim, secrétaire des syndicats de

Le 13 juin, 7 indigènes sont condamnés à 2 ans de prison et 500 frs Abrogation du décret l'amende. 4 ans de prison et 2.000 fr. e 16 juin, Tunis Socialiste est définitivement interdit.

Le 22 juin, Belgit Tahar Dabadi, instituteur de 26 ans, est condamné à 1 an de prison et 3.000 fr. d'amende. Des centaines d'arrestations continuent à avoir lieu tous les jours. La loi martiale, la terreur sanglante s'abat sur le peuple tunisien. Après avoir massacré des dizaines de fils de ce peuple, on le torture tout entier. Le gouvernement peut être sûr : rien ne parviendra à éteindre la haine des travailleurs exploités de Tunisie pour les colonisateurs français.

A noter que toutes ces condamnations barbares sont prononcées pour des « propos », des tracts, des faits présumés, des provocations de la po-

des sympathies s'affirme vers deux côtés. Pourtant les organisations ouvrières n'ont absolument rien fait en dehors de parlotes pour venir en aide aux victimes de la sécheresse.

Il faut dire aussi qu'ici c'est une réen partie que les dégâts sont peutêtre moindres qu'ailleurs; si le foin ne rend pas comme à l'ordinaire, il y en a tout de même et il y a aussi le recours à la lande pour la nourriture du bétail (la lande ne servait plus guère que pour la litière sauf aux endroits les plus déshérités, cette année il n'en restera guère de vieille). Les légumes produiront une récolte déficitaire, mais le blé semble bien rendre, quoique moins haut que d'ordinaire et le doryphora n'a pas encore anéanti les pommes de terre, quoique depuis

quelques jours on le signale. Le bétail a subi une baisse catastrophique tandis qu'en boucherie la scandale que n'atténuera nullement le décret Daladier. Les produits indusle décalage s'accentue et nombre de fermiers abandonneront la terre fin septembre. La désertion des campagnes va à nouveau s'accélérer et cela se comprend. Seuls resteront les jeunes qui ont quelque bien, terre et cheptel, et les vieux qui pour tenir se tueront de privations. Je connais deux cas de ces derniers, pas très vieux pourtant, mettant leur point d'honneur à payer le propriétaire : ils travaillaient comme deux, ne pouvant Les « rouges » progressent parallè- payer de domestique. Ils sont mainte-

#### coupables de lutter pour leur indépendence le la libération Arrachons de Munis, Carlini, et leurs camarades TA - THU - THAU

que pour mener la lutte, il nous faut Granaizo-Munis, Carlini, Oudik, Rouri- tenus, nous demandons que cette afguez, Hernandez.

Il ne se décide pas non plus les faire passer en jugement, ni à publier le Tribunal militaire, comme toutes quoi que ce soit au sujet de la prépaes suivantes : M. ben Ismail, A. ben ration du procès. C'est que nos révé-Mohamed, M. ben Nour, de la cellule sations ont demontré la provocation! lestourienne de Melassine, à 5, 1 et 3 La Guépeou, qui domine la police ans de prison. Ben Taieb, de Rades, et gouvernementale, avait monté toute Mahmoud à 5 ans de prison cheeun. une série de fausses accusations, et A Sousse, le même jour, 7 destou- meme de taux aveux. Nous avons puriens condamnés à 3 ans de prison et blié nous-mêmes des révélations par-00 francs d'amende, 4 autres à 18 mois faitement claires sur la façon dont

avaient été obtenus ces faux aveux. Voilà pourquoi le gouvernement, n'osant pas faire un procès, garde en pri-Souk el Arba sont condamnés à 3 ans son, sans motif, nos camarades. C'est d'ailleurs la même chose pour des centaines de travailleurs antifascistes.

Mais nous ne devons pas ralentir un instant notre protestation. Au contraire. Partout doit retentir le cri : Liberté pour les révolutionnaires espagnols! Libérez Munis-Carlini!

De Marseille, où notre camarade Adolfo Carlini était bien connu, des protestations nombreuses se sont élevées. Les cellules du P.O.I. ont édité un tract en faveur d'Adolfo, et contre la répression stalinienne. La Section marseillaise de la Ligue

des Droits de l'Homme a écrit à L. Companys, marquant que dans la classe ouvrière on est unanime à estimer Carlini, « sa probité politique, son dévouement à la cause des travailleurs». Elle a écrit dans le même sens au Consul d'Espagne, qui n'a pas encore fourni de réponse.

De Belgique, tout un groupe de nos camarades a écrit une lettre au gouvernement espagnol (reproduite dans La Lutte Ouvrière belge du 26 juin). Nos camarades écrivent :

« Anciens miliciens de la brigade internationale Columna Lénine, nous apprenons par les journaux l'arrestation à Barcelone d'un groupe de huit camarades bolcheviks-léninistes, accusés de terrorisme individuel. Parmi ces l an de prison à un Tunisien, 2 ans à huit camarades, les soussignés con-Valentino, 6 mois de prison à 2 diri- naissent spécialement les camarades geants destouriens de Grombalia, à Adolfo Carlini (Italien) et Oudik (tchè-

> « Ayant combattu ensemble sur le front de Huesca pendant plusieurs mois dans des conditions extrêmement dures, presque encerclés par les fascistes, parfois privés de vivres et de su ces munitions, nous avons toujour camarades parmi les plus a combat, toujours prêts égale lever le moral des camarac sant dans les assauts furieus fascistes. Ces camarades parti derent brillamment à nos côtés aux combats de la Caseta de Quicena et à la prise

de Monte-Aragon et Estrecho-Quinto. « Nous connaissons ces camarades, comme des marxistes révolutionnaires et adversaires du terrorisme indivi-

" Pour toutes ces raisons, nous soussignés, demandons la mise en liberté même sens.

ciue pas à relacher nos camarades où ceux-ci seraient néanmoins mainfaire ne soit pas étouffée à l'instar du procès du POUM, et réclamons dans tes garanties pour ces camarades de se choix, même des étrangers... »

C. Bailly, F. Leclercq, Louis Lemmens, Fl. Launoy, P. Wounermans, F. Galloy, Camille Loots, responsables du P.S.R. et des J. Populaire.

A Paris, s'est tenu le 15 juin, une sur les procès de Morcou, où les camarades Louise Gorkin, Nicolas, Lades personnelles des prisons de Négrin.

voté, dans lequel les travailleurs pré- pulaire ». sents:

militants libérés, après avoir subi l'épreuve des prisons clandestines, sur le ort des antifascistes détenus à Bar-Forts de leur attachement à la cau-

se des ouvriers et paysans d'Espagne dans leur lutte contre les assassins de il est un des militants les plus glo-Guernica et de Granollers. Convaincus que la cause de la révolution espagnole exige des travailleurs

qu'ils défendent les combattants antijascistes contre les infâmes "procès de Moscou" montés à Barcelone contre tes militants anarchistes, poumistes, d'Indochine. bolcheviks-léninistes, persécutés pour leurs opinions révolutionnaires, charjés d'accusations odieuses et mensongères d'espionnage, de trahison et de Stigmatisent l'absence de garanties

élémentaires de justice, publication de l'acte d'accusation, assistance d'avocats indépendants, liberté de la défense, publicité des débats, pour les militants dont le dévouement à la cause des ouvriers et des paysans a té éprouvée dans le combat.

Réclament la libération d'Andrade. de Gorkin et des militants du POUM, la libération de Munis, d'Adolfo Carcentaines de combattants antifascistes urbitrairement détenus dans les prions de Barcelone.

Ajoutons que le S.I.S.L. à Paris a saisi par télégramme le gouvernement espagnol.

La protestation n'est donc qu'à son début, mais il faut l'élargir et lui donner des formes énergiques, car la répression continue à s'amplifier. Indépendant News annonce ainsi l'arresation de 24 militants du POUM, acle travail de leur parti. De partout proviennent des informations dans le

## Pamende au chef destourien de M'dilla du 2 Mai contre les étrangers !

croissante dans la classe ouvrière.

Quel travailleur, en France, n'est lié français, l'indignation

Les partis du Front Populaire supportent la responsabilité de cette po-litique chauvine, mais de différents côtés, la résistance a commencé à s'organiser.

Nous recevons maintenant une déclaration d'un certain nombre de personnalités syndicales qui protestent et proposent à tous de prendre « l'engagement » suivant, qu'elles ont déjà pris pour leur part. En voici le texte :
« Le 2 mai 1938, le Gouvernement a pris un décret-loi contenant les paragraphes suivants :

Art. 3. - L'étranger qui, sans excuse valable, aura omis de solliciter dans les délais réglementaires la délivrance d'une carte d'identité, sera, sans pré judice des amendes fiscales, passible d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à un an.

Art. 4. - Tout individu qui, par aide directe ou indirecte, aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la cirétranger sera puni des peines prévues à l'article précédent.

« Ce décret-loi est purement et simplement illégal. Car il n'a aucun rapport avec l'objet des décrets-lois aceptés par le Parlement. En vertu d'une loi tendant au redressement financier » du 13 avril 1938, le Gouvernement a été autorisé à prendre « les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la défense nationale et redresser les finances et l'économie de la nation. »

« Le décret-loi sur les étrangers n'a aucun rapport avec les dépenses pour la défense nationale ni avec les « firances et l'économie de la nation ». Ou alors n'importe quelle mesure fasciste pourrait être prise sous le même prétexte. Le Gouvernement pourrait aussi bien supprimer, par exemple, la liberte de la presse.

inhumain Depuis qu'il y a une mo- scélérat !

Le décret barbare et anti-démocra- | rale, l'humanité a glorifié l'assistance tique du 2 Mai contre les étrangers aux proscrits. Cette assistance est aucommence à soulever une indignation jourd'hui en certains cas proclamée délictueuse et punissable.

« La France s'honorait, sous tous avec une famille immigrée, avec un les régimes antérieurs, d'offrir aux réfugié? C'est par dizaines de mille émigrés politiques une hospitalité sans que ces derniers ont été tracassés, in- réserves. Aujourd'hui c'est un gouverquiétés, expulsés, et dans les rangs du nement qualifié de démocratique qui condamne l'aide apportée dans certaines circonstances à ces réfugiés. « En mai 1871, la Belgique avait in-

terdit l'entrée de son territoire aux Communards ». Victor Hugo, qui r'avait pas approuvé la Commune, et ui habitait alors Bruxelles, refusa de 'incliner devant une telle décision. Il crivit dans une lettre à l'Indépen- exiger l'abandon des poursuites immélance belge, le 26 mai 1871 :

« L'asile est un vieux droit, c'est le droit sacré des malheureux... Cet asile que le Gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre... J'offre l'asile « Fidèles à cet exemple, les soussi-

gnés déclarent qu'ils ne tiendront personnellement aucun compte d'un dé-cret-loi illégal, inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre

Nous relevons parmi les signataires de ce texte : René Belin, Boville, Ca-pocci, Félicien Challaye, Delsol, Digat, Emery, Froideval, Fronty, Gaston Guiraud, Hagnauer, Irène Joliot-Curie, Frédéric Joliot, Jaccoud, Monatte, Sé culation ou le séjour irrégulier d'un bastien Faure, Pioch, Poulaille, Paul étranger sera puni des peines prévues Rivet, Marcel Ray, Vigne, etc...

Nous nous associons pleinement à cette protestation lorsqu'elle dénonce e caractère illégal anti-démocratique du décret Sarraut et lui oppose la tradition démocratique de défense du droit d'asile.

Toutefois, l'engagement de « ne pas tenir compte », « personnellement » du décret, est une conclusion trop limitée. Que nous le voulions ou non, le décret est appliqué à près de trois millions d'hommes en France. Il faut lonc engager une lutte de masse, entraînant tous les travailleurs, pour les mots d'ordres collectifs :

Abrogation du décret du 2 Mai ! Egalité des droits des travailleurs mmigrés et français!

Respect du droit d'asile ! Amnistie! A travail égal, salaire égal ! Par des manifestations, par la soli-« Illégal, le décret punissant toute darité à l'entreprise et dans l'habitaaide apportée aux étrangers en situa- tion, par le soutien et l'agitation, artion irrégulière est aussi immoral et rachons l'abrogation du décret super-

## Le gouvernement Négrin ne se dé- de ces camarades et dans l'éventualité aux bourreaux

A l'hôpital-prison de Cho-Quan où I'on a du le transporter, Ta Thu Thau ne reçoit plus pratiquement ce cas un procès public avec toutes soin. Malgré les souffrances indicibles qui exténuent son corps à moitié pafaire défendre par des avocats de leurs ralysé, Ta Thu Thau est maintenu en prison par les Daladier et Mandel, les hommes qui libèrent Dusseigneur. Avec Ta Thu Thau, des centaines de révolutionnaires indochinois s'épuisent Louis Boulanger, tous militants dans les prisons et les bagnes du Front

Le valeureux Ta Thu Thau souffre en prison. Mais le gouvernement de « Front Populaire » lui interdit de Assemblée du Comité pour l'Enquête recevoir la visite de sa femme plus d'une heure par semaine. Il lui interdit de venir retrouver son jeune fils miral, vinrent exposer leurs expérien- qu'il a dû laisser en France. Il lui interdit de défendre son existence gra-Notre camarade Rosenthal y exposa vement menacée contre ces bourreaux e cas de nos amis de Barcelone, et et ces geoliers, pas une ligne ne paraît en conclusion, un ordre dudjour fut dans l' « Humanité » ou dans « le Po-

Au fond de sa prison, Ta Thu Thau Après avoir entendu le résultat de tient tête avec une irréductible ferl'enquête et les témoignages directs des meté à la cruelle répression des colonialistes. Que nos camarades sachent que l'héroïque animateur de la section indochinoise de la Quatrième Internationale puise sa force dans la confiance inaltérable et intransigeante qu'il voue à son Internationale dont

rieux. Ouvriers et paysans de France, 'aide du pionnier des opprimés d'Indochine. Imposez à Daladier-Mandel la libération de Ta Thu Thau. Imposez l'ouverture des bagnes et des prisons

La candidature de Ta Thu Thau devant les ouvriers de Marseille.

Les cellules du Parti ouvrier internationaliste de Marseille ont décidé de poser la candidature de Ta Thu Thau, conseiller municipal indigène de Saïgon, prisonnier politique, devant les travailleurs de Marseille, à l'occasion des élections cantonales du 3 juillet, dans le neuvième canton de Marseille La campagne antiimpérialiste de nos camarades portera ses fruits.

#### lini et des bolcheviks-léninistes, des Les poursuites contre **REVOLUTION** "

Notre camarade Suzanne Charpy a été interrogée par le juge d'instruction Combeaux dans les poursuites dirigées contre « Révolution » pour « provocation de militaires à la désobéissance ». Notre camarade a revendiqué fermement le droit d'opposer à ceux qui préparent une nouvelle boucherie l'appel des jeunes travailleurs à transcusés d'avoir continué clandestinement former le carnage impérialiste en guer-

> Mais le gouvernement qui encourage le C.S.A.R. et libère Dusseigneur et consorts veut fermer la bouche aux jeunes révolutionnaires. Et ceux qui ont « orblié » les leçons de la guerre et se sont déjà enrôlés pour jouer le rôle de sergents recruteurs dans les angs ouvriers se font ses complices zélés. Mais les ouvriers révolutionnaires, les jeunes ouvriers qui comprennent que « Révolution » défend leur cause répondront aux juges de Daladier en rejoignant les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires et en diffuseront largement le journal qui défend la cause des jeunes travailleurs.

Tixier, gérant du Révolté, organe des Jeunesses Libertaires vient d'être inà la désobéissance. Nous joignons notre protestation à celle des camarades anarchistes, bien que notre conception pour gagner l'armée à nos idées diffère profondément des leurs. Il faut diatement !

#### Un peu de pudeur!

Concarneau, 15 juin. — Dans son rgane La Bretagne, le P.C. vient de publier une note relatant une dispute entre Le Lay, dirigeant stalinien local, et Cotten, ex-membre du P. C. Ils ont l'audace de conclure que « les trotskystes » veulent par tous les moyens la destruction des cadres du P.C., y compris la lutte physique ». MM. les assassins de Zinoviev, de Boukharine, de Reiss et de bien d'autres payent

Cotten n'est pas membre de notre parti, mais il a eu l'occasion de conles mœurs staliniennes. Sa sœur, Mme Penglaov a perdu son mari, pêcheur de thon, dans une tempête en août 36. Le Lay fit circuler des listes de secours... qui ne rentrèrent jamais. Il y a quelques jours, Le Lay avoua à Cotten qu'il n'avait pas tenu compte des listes sorties. D'où l'incident au cours duquel Cotten frappa Le Lay. Cotten n'avait pas été exclu du P. C., mais avait déchiré sa carte. Il voit en tout cas que les trotskystes ne sont pas des agents du fascisme et la provocation de La Bretagne ne fera que le pousser dans ce sens. Les staliniens qui dressent systématiquement des listes noires pour l'exécution des militants révolutionnaires, feraient bien de ne pas parler de corde dans la maison d'un pendu!

#### APPEL de la Conférence des minorités syndicales

nous communique :

Travailleurs, 1935! l'unité syndicale tant souhai-

tée se réalise. 1936! victoire électorale du front populaire qui arrive au gouvernement. 🦠 🥕 Grèves et occupations d'usines : le grand patronat cède et fait droit aux revendications ouvrières.

Années d'espérance, de revanche,

d'enthousiasme. 1938! salaires insuffisants, 40 heures menacées, licenciement, chômage, arrogance patronale, décrets-lois, la

guerre 1 Année de lassitude de découragement, d'angoisse ?

Camarade ouvrier qui ne te payes pas de mots as-tu bien mesuré l'am-pleur de la défaite ? sais-tu ce qui l'a rendue possible en si peu de temps?

Des militants, organisés dans la C. G.T. et travailleurs comme toi, veulent t'expliquer tout simplement les raisons de cet échec. Ils vont te dire des choses désagréables. Ne crois pas surtout que ce soit de gaieté de cœur. Ils en souffrent comme toi, mais ils ne peuvent se taire davantage, car se taire

e'est trahir. Ils te disent donc : Le Front populaire a été une dupe-

rie magnifiquement montée. Des réformes, il · n'en a pas accordé d'autres que celles que les ouvriers eux-mêmes ont conquises de haute lutte, en juin 36. Mais, par une série d'actes parlementaires et législatifs, il a permis à la bourgeoisie de reprendre petit à petit tout ce qu'elle avait dû céder en une nuit de peur.

Avec les dévaluations successives, la pause, l'arbitrage obligatoire, le statut moderne du travail, les dérogations aux 40 heures, le surarmement préparant la guerre et l'Union Sacrée réalisée en fait, tous les gouvernements de Front Populaire ont poursuivi la même politique des ministères dits de droite, politique toujours fondamentalement opposée aux intérêts ou-

Qu'importe en effet la quantité de francs gagnés, si le poids d'or qu'ils représentent permet d'acheter

moins en moins. Qu'importe en effet d'appeler la guerre, « défense des démocraties » ou « lutte contre le fascisme extérieur » si on arrive ainsi à entraîner derrière la bourgeoisie française, pour ses affaires, la quasi totalité de notre classe ouvrière dressée contre les travailleurs d'Allemagne ou d'Italie!

Ce que Laval, Doumerque et autres politiciens de droite étaient incapables le faire accepter au prolétariat, Blum-Thorez-Daladier ont été chargés de 'accomplir.

Tu avais voté pour le pain, la paix, la liberté. Les politiciens t'ont donné le pain plus coûteux, la paix plus précaire et une camisole de force pour toute liberté. Et comme si ce n'était pas suffisant, ils livrent au fascisme les travailleurs étrangers qui lui avaient échappé, croyant trouver un asile en France.

Et cette organisation syndicale -en quoi tu avais mis tous tes espoirs, ta C.G.T., camarade, qu'a-t-elle fait contais la malheureuse victime? A-telle, une seule fois, élevé la voix contre les dévaluations qui rognaient les salaires, contre l'assassinat du droit de grève, contre la surarmement et

l'Union Sacrée? A-t-elle, une seule fois, menacé le Parlement d'une grève générale de ses 5 millions de membres s'il s'opposait ux revendications ouvrières Elle devait te défendre, elle a permis

de mieux te ligoter. Qu'ils soient anciens unitaires comme Frachon ou Racamond, réformistes de toujours comme Jouhaux ou Belin, ses dirigeants, à tous les échelons, ont bien joué leur rôle. Ils ont réussi à te faire tout accepter... au nom de l'inérêt général... au nom de la « Pa-: l'évacuation des usines, les arbitrages obligatoirement défavorables, les heures supplémentaires pour

a guerre. Dignes frères des politiciens, ils ont même livré le mouvement syndical aux rivalités politiques et ont réussi à te dresser contre ton frère d'usine pour conserver leurs places ou en conquérir de nouvelles.

Crois-tu donc que ce soit pour être désarmé contre tes maîtres, pour mettre sac au dos et crier à Berlin que tu as fait l'unité ?

Tu ne voulais pas cela... et pourtant.. Nous te disons : il faut qu'un souf-

fle d'air puissant et frais vienne vivifier l'air empoisonné de la C.G.T. Il faut lutter pour que triomphe le syndicalisme lutte de classes. A cette tâche immense tes camara-

des t'appellent. Ils viennent de se rencontrer et de jeter les bases d'une opposition confé-dérale qui luttera vaillamment contre la collaboration des classes et contre la guerre.

Partisans d'une C.G.T. débarrassée des politiciens, et préoccupée des seuls intérêts de la classe ouvrière, partisans de la lutte intransigeante, de l'action directe qui affaiblit le capitalisme, rearde donc l'heure des conflits et empêche aussi l'union sacrée, ils t'invitent à te joindre à eux.

Fais lire cet appel autour de toi ! Discute ses idées avec tes camara-

Entre en relations avec nous ! Pour que renaisse et vive la C.G.T. ndépendante et révolutionnaire qui

risera tes chaînes. La Conférence des minorités syndicales réunies le 5 juin 1938.

> Le Gérant : LORET The state of the s

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris